POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le FMI salue les efforts du Gabon



Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, et le représentant résident du FMI au Gabon, Marcos Poplawski-Ri-

J.K.M

Libreville/Gabon

E Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, s'est entrete-**I**nu, le 20 novembre dernier, à son cabinet, avec une délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduite par le représentant-résident du FMI au Gabon, Marcos Poplawski-Ribeiro. Au centre de leurs échanges : l'état d'avancement du Programme d'appui budgétaire conclu entre notre pays et le FMI.

Marcos Poplawski-Ribeiro a laissé entendre que des efforts importants ont été menés par les autorités gabonaises dans l'optique d'améliorer le climat des affaires. Avec, entre autres, la création d'un compte à la Banque centrale, la promulgation de la loi sur les investissements ainsi que les Codes pétrolier et minier. L'objectif étant, a-t-il indiqué, d'inciter les opérateurs économiques à venir investir davantage au Gabon. Dans ce sens, il a laissé entendre que l'activité économique connaît une embellie significative avec un taux de croissance qui devrait, cette année, être tablé autour de 3,4 %. Et à 3,8 %, l'année prochaine.

"La conclusion des quatrièmes et cinquièmes revues du programme est sur la bonne voie", a estimé Marcos Poplawski-Ribeiro. D'autant plus que, a-t-il précisé, des progrès significatifs ont été réalisés.

Pour rappel, c'est en décembre 2017, que la République gabonaise avait conclu avec le FMI un programme d'appui budgétaire, assorti d'une enveloppe de 642 millions de dollars. Soit un peu plus de 321 milliards de F CFA

Une décision salutaire

FONCIER. Bon nombre d'acteurs de la société civile ont salué l'annulation de la mesure autorisant le transfert de certains titres fonciers de l'État à la Caisse des dépôts et des consignations (CDC).

J.KOMBILE.MOUSSAVOU Libreville/Gabon

N annulant, hier, sur ins-⊿Ali Bongo Ondimba, la décision adoptée le 2 octobre dernier en Conseil des ministres, autorisant le transfert à titre gracieux à la Caisse des dépôts et de consignations (CDC) de certains titres fonciers de l'État, le gouvernement semble s'être finalement rangé du côté de tous ceux qui s'étaient insurgés contre cette mesure, en l'estimant injustifiée et surtout contraire aux intérêts du plus grand nombre.

L'équipe "Nkoghe Bekale" semble avoir, enfin, pris la mesure du mécontentement suscité par cette décision, que d'aucuns n'avaient pas hésité de qualifier de "braderie du patrimoine foncier de l'État". Ce qui avait suscité, on s'en souvient, une véritable levée de boucliers de la part de plusieurs acteurs de la société civile, notamment.

Bien que tous les membres du gouvernement soient politiquement solidaires, cette décision,

En instruisant le gouvernement, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, prouve, à suffisance, qu'il est véritablement à l'écoute des préoccupations de ses compatriotes.

politique, pourrait laisser des traces. En ce sens qu'elle est susceptible de fragiliser, pourquoi pas, le ministre de l'Économie, des Finances et des Solidarités nationales, Roger Owono Mba,

qui avait présenté ce texte. Une épine au pied dont l'intéressé aurait sans doute bien voulu se passer, d'autant qu'il fait face actuellement, sur le front social, à la grogne de certains syndicalistes des régies financières.

Ceci dit, en instruisant le gouvernement, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, prouve, à suf-

sur le plan

Le chef de l'Etat entouré du gouvernement au cours d'un Conseil des ministres.

fisance, qu'il est véritablement à l'écoute des préoccupations de ses compatriotes. Comment ne pas y voir l'illustration de la gouvernance de proximité qu'il n'a de cesse de prôner. Une gouvernance marquée du sceau de l'efficacité, de la modernité, de la responsabilité et véritablement proche des préoccupations des

populations.

Ainsi, à l'annonce de l'annulation de la décision transférant certains titres fonciers de l'État à la CDC, bon nombre d'acteurs de la société civile se sont réjouis, en la qualifiant de "salutaire et bien fondée". Non sans avoir rendu hommage au président de la République "pour sa perspicacité".

